

Seule la version orale fait fo

Un saut dans l'obscurité

par Marco Chiesa, conseiller aux Etats, président de l'UDC Suisse

Le vote du 18 juin sur la loi sur le climat sera décisif pour notre avenir. Certains imaginent, de bonne foi, qu'il s'agit de ralentir le changement climatique. Mais tel n'est malheureusement pas le cas. Pour un pays comme la Suisse, responsable de 0,1% des émissions mondiales de CO₂, il serait vraiment utopique de le penser et trompeur de le faire croire.

Cette loi sera décisive, disais-je, pour la sécurité de l'approvisionnement énergétique de notre pays. Et pour les charges de la facture de l'électricité. Je n'en doute pas, il est juste d'investir dans les énergies renouvelables. Mais cette loi va beaucoup plus loin puisqu'elle interdit de fait l'utilisation du mazout, de l'essence, du gaz et du diesel. Pour y arriver, elle fixe des objectifs sectoriels contraignants et définis dans le temps en matière de réduction des émissions de CO₂. La moitié des émissions de CO₂ doivent être compensées dans un délai de 7 ans, c'est-à-dire en 2030, et la neutralité carbone doit être atteinte d'ici 2050. Puisque ces mesures impliquent des interdictions de facto, les auteurs de l'initiative sur les glaciers ont retiré leur initiative qui prévoyait ces contraintes de façon explicite.

Quelles seront donc les conséquences concrètes de la loi sur le climat, sachant que les énergies fossiles à éliminer couvrent aujourd'hui 60% de nos besoins énergétiques et que, de surcroît, nous abandonnerons la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire ? Selon les calculs de l'EMPA et de l'EPFL, si toutes les voitures et tous les camions roulaient uniquement à l'électricité et si tous les bâtiments étaient chauffés par des pompes à chaleur avec de l'électricité provenant d'énergies renouvelables, il faudrait installer l'équivalent de plus de 80'000 terrains de football de panneaux solaires dans notre pays. L'énergie photovoltaïque n'est cependant pas toujours disponible ni constante. Pour la stocker, il faudrait 5 millions de batteries comme celles qui équipent les Teslas et 17 nouvelles centrales de pompage-turbinage de 1'500 gigawattheures. Il s'agit de 17 ouvrages de la taille de la Grande Dixence en Valais, le plus haut barrage d'Europe. C'est un vœu pieux, car il n'y a pas assez de vallées inondables dans le pays.

Je me rends compte que ces parallèles sont difficilement saisissables. Prenons donc le projet de ferme solaire à Grengiols, en Valais. Cette centrale, qui fait partie de la grande offensive solaire nationale et qui a été réduite à un sixième de ce qui était prévu, produira 110 GWh par an grâce à 160'000 panneaux solaires. Est-il permis de penser que ces panneaux sont d'origine chinoise ? Calculatrice en main, rien que pour remplacer le nucléaire suisse mis hors service, soit 8% de l'énergie totale consommée dans le pays, il faudra plus de 160 centrales comme celle prévue à Grengiols.

Ainsi, nous pouvons mieux comprendre ce que signifie promettre et exiger la conversion de 60% de l'approvisionnement énergétique à partir de combustibles fossiles. Je ne m'étendrai pas davantage sur le coût futur de la facture d'électricité ; il est clair que les prix prendront l'ascenseur. L'École



polytechnique fédérale, dans ses scénarios, va jusqu'à calculer que les 3'000 francs actuels passeront à une moyenne de 9'600 francs par personne.

Cette loi est extrêmement idéologique. Elle n'exercera aucune influence sur le changement climatique, mais induira une augmentation de la demande d'électricité malgré la crise énergétique actuelle et conduira inévitablement à de nouvelles pénuries d'électricité ainsi qu'à une augmentation des charges pour tous les citoyens.

L'interdiction implicite de l'utilisation des combustibles fossiles, mais indispensables pour atteindre les objectifs de réduction des émissions, serait, à mon avis, la deuxième grande erreur après celle qui nous interdit de développer les nouvelles technologies nucléaires. Un choix risqué, fruit des incohérences du Conseil fédéral, qui nous met hypocritement à la merci du nucléaire français ou, pire encore, de l'électricité allemande produite au charbon.

Pour conclure, permettez-moi de rappeler qu'il y a six mois à peine, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe affirmait sans ambages que l'énergie nucléaire était la source d'énergie sans CO₂ la plus importante pour atteindre les objectifs climatiques. J'espère que ces faits incontestables prévaudront lors de la votation populaire. Le pragmatisme suisse devrait nous empêcher de faire un saut onéreux, dangereux et utopique dans l'obscurité.